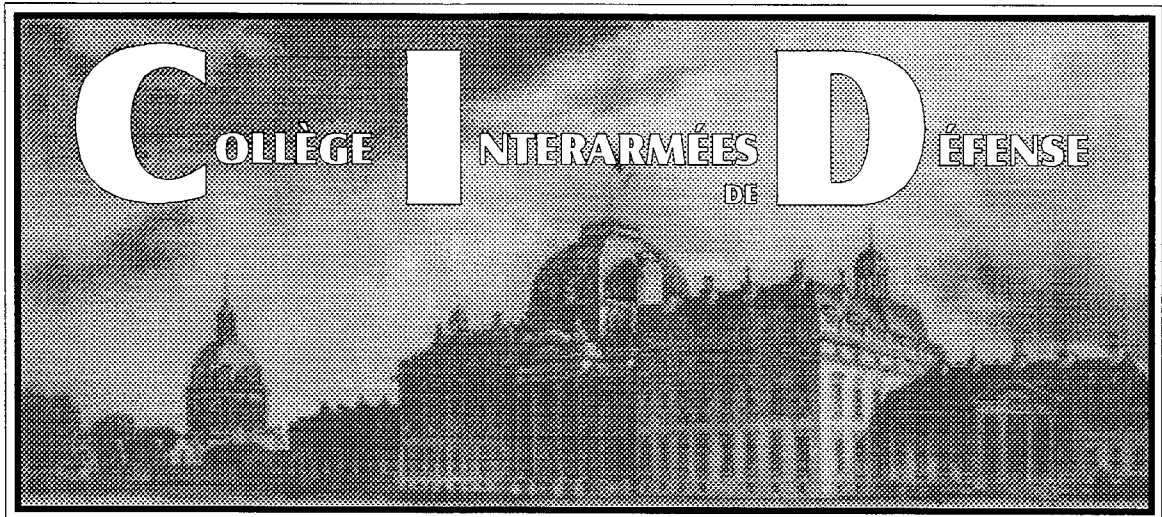


1999-60 .



MEMOIRE DE STRATEGIE

*QUELLE STRATEGIE POUR LA RUSSIE
AU XXI^{ème} SIECLE ?*

CDT (Air) Fabrice LACROZE

**6^{ème} Promotion
1998 - 1999**

SOMMAIRE

<u>1. STRATEGIE DE LA RUSSIE : ASPECTS POLITIQUES.</u>	6
1.1 LA « NOUVELLE RUSSIE » : L'ÈRE ELTSINE.	6
1.2 LA RUSSIE : UN ÉTAT INACHEVÉ...	7
1.3 LA RUSSIE, CHEF DE FILE DE LA CEI.	9
1.4 POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE.	11
1.5 POSITION DE LA RUSSIE FACE À L'OTAN.	13
<u>2. STRATEGIE DE LA RUSSIE : ASPECTS ECONOMIQUES.</u>	15
2.1 UN TERRITOIRE IMMENSE MAIS ENCLAVÉ.	15
2.2 DES ATOUTS DE GRANDE PUISSANCE.	16
2.3 LE RÔLE DES ENTREPRISES PRIVÉES DANS L'ÉCONOMIE RUSSE.	17
2.4 DÉCOMPOSITION DE L'INDUSTRIE D'ARMEMENT.	18
2.5 LES MAFIAS GANGRÈNENT LE PAYS ET SERAIENT À L'ORIGINE DE CERTAINS CONFLITS...	19
<u>3. STRATEGIE DE LA RUSSIE : ASPECTS MILITAIRES.</u>	22
3.1 ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE MILITAIRE SOVIÉTIQUE PUIS RUSSE.	22
3.2 PERCEPTIONS DES MENACES DIFFÉRENTES SELON LES ÉTATS.	24
3.3 LES ACCORDS ET TRAITÉS : UNE INTÉGRATION À PLUSIEURS NIVEAUX .	25
3.4 LES CONFLITS DANS LE CAUCASE.	26
3.5 LES CONFLITS EN ASIE CENTRALE.	29
<u>4. CONCLUSION.</u>	31

La stratégie est traditionnellement liée à la guerre. Ce n'est que durant les dernières décennies que ce lien, qui semblait indissoluble, s'est trouvé remis en cause, jusqu'à aboutir, on l'a vu, à l'apparition de nouvelles catégories et à un démembrement du concept. Un essai d'identification ne peut être qu'approximatif et provisoire : la réalité elle-même est ambiguë au point de résister à une définition univoque. La meilleure approche semble dès lors être le recours à la taxinomie, c'est-à-dire à la classification de tous les concepts apparentés afin de situer la stratégie dans la structure politico-militaire.

Hervé COUTAU-BEGARIE¹

¹ *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 1999.

PRÉAMBULE.

Aujourd'hui, la stratégie militaire ne semble plus pouvoir être le fait du seul « général », commandant suprême de toutes les armées. La stratégie, en tant qu'art militaire, a évolué car elle a subi l'effet de la mondialisation. Cet art militaire s'est dilué dans les sociétés en raison de la complexité des conflits de l'après guerre froide, des moyens modernes de communication et de la position très offensive des médias (qui couvrent parfois les événements avant tout déploiement de forces). Dans ce contexte, on constate que la perte d'indépendance du « général » n'est pas seulement le fait du temps de paix et que la stratégie devient globale, se distinguant ainsi très nettement de la tactique.

Par conséquent, le présent mémoire ne comporte aucune référence aux grands théoriciens de la stratégie militaire (Sun Zi, Clausewitz, etc.) car ne s'agit pas de développer ici une bataille passée, ni de faire l'apologie d'une armée par rapport à une autre et encore moins de développer les avantages d'un matériel (satellite, missile, avion, hélicoptère, drone, C3I², réseaux, char, artillerie, sous-marins, porte-avions et autres navires...).

En revanche, il est proposé de mettre en évidence un ensemble d'axes stratégiques, ou lignes d'action, dans les domaines politique, économique et militaire à partir d'un projet, sans doute utopique, élaboré par un État en pleine recomposition.

² Commandement, Control, Communication and Intelligence.

INTRODUCTION.

Depuis l'effondrement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) en décembre 1991, la Russie se présente comme l'héritière de cet ex-Empire qui a fait trembler le monde pendant plusieurs décennies.

Cependant, pour des raisons qui relèvent à la fois de structures étatiques d'un autre âge, d'une question identitaire aux dimensions vertigineuses et de graves problèmes liés à la prééminence des mafias, la Russie ne semble pas en mesure de prendre véritablement la relève dans un avenir proche.

Pour succéder à l'URSS et retrouver les attributs d'une grande puissance - mais aussi pour être considérée comme un interlocuteur crédible sur la scène internationale - la Russie doit poursuivre et réaliser son projet politique qui consiste à s'imposer d'abord comme chef de file de la Communauté des États Indépendants (C.E.I), puis à créer une Communauté des États Intégrés, en s'inspirant de l'Union européenne (UE). Dans le même temps, elle devra maintenir sa cohésion interne, éviter l'apparition de nouveaux conflits en Asie centrale et continuer à contrôler l'étranger proche.

Mais la politique russe évolue dans un environnement trouble où le poids des acteurs infra-étatiques, souvent transnationaux, est considérable. Dans ces conditions, les questions énergétiques prennent une ampleur considérable et opposent désormais la Russie aux États-Unis d'Amérique autour de la Caspienne, région difficile d'accès où les Russes défendent leurs intérêts vitaux avec vigueur.

A terme, le *leadership* de la Russie, au sein d'une CEI rénovée, devrait lui permettre de reprendre pied progressivement sur la scène internationale et de contrebalancer l'hégémonie américaine, en commençant par la maîtrise de l'extension vers l'Est de l'organisation du traité de l'atlantique Nord (OTAN).

Dans ce contexte, pour tenter de dégager les grandes lignes d'action que la Russie devra mettre en oeuvre au siècle prochain pour accomplir son rêve impérialiste, il convient d'analyser successivement les paramètres politiques, économiques et de sécurité de son environnement pertinent.

1. STRATEGIE DE LA RUSSIE : ASPECTS POLITIQUES.

La « nouvelle » Russie est née fin 1991, lors de l'éclatement de l'URSS. Cependant, pour fixer la chronologie de cet événement historique, il convient de préciser les principales dates qui ont marqué la désintégration de l'Empire soviétique :

- mars 1985 : Mikhaïl Gorbatchev devient secrétaire général du PCUS.
- avril 1985 : Début de la « pérestroïka » et de la restructuration de l'économie.
- février 1988 : Affrontements meurtriers entre Arméniens et Azéris en Azerbaïdjan.
- novembre 1988 : L'Estonie se déclare souveraine.
- mars 1991 : La Lituanie proclame son indépendance.
- juin 1991 : Boris Eltsine élu Président de la République de Russie.
- août 1991 : Tentative de coup d'État contre Gorbatchev. Boris Eltsine affirme la primauté des lois et des institutions russes, il interdit le PCUS.
- de août à octobre 1991 : Les Républiques de l'URSS proclament leur indépendance.
- le 08 décembre 1991 : La Russie, l'Ukraine et la Biélorussie annoncent la formation de la Communauté des États Indépendants (CEI).
- le 21 décembre 1991 : Les Républiques proclament la disparition de l'URSS.
- le 25 décembre 1991 : Gorbatchev démissionne de ses fonctions de Président : l'URSS cesse d'exister.

1.1 La « nouvelle Russie » : l'ère Eltsine.

Premier président de la Russie élu au suffrage universel le 12 juin 1991 lorsque l'URSS existait encore, Boris Eltsine fut d'abord considéré par l'Occident comme l'adversaire de Mikhaïl Gorbatchev.

Profondément admiré à l'intérieur de son immense pays, le nouveau leader ne commencera à être apprécié de la communauté internationale qu'en ce jour d'août 1991 où les téléspectateurs du monde entier purent le voir en direct monter sur un char - drapeau russe à la main -, pour faire échouer le putsch des conservateurs. Qui a oublié cette lamentable parodie de « putsch », maladroite et cousue de fil blanc, qui se prolongera trois jours durant à Moscou ?

Si, à l'époque, la classe politique mondiale s'est interrogée sur les finalités de l'événement, un peu plus tard l'évidence s'imposa d'elle-même : le temps était venu de donner le coup de grâce au régime communiste dont l'agonie s'éternisait. En effet, de nouvelles structures économiques embryonnaires étaient déjà en place, devançant de beaucoup les bases

politico-idéologiques de la future société. De plus, les bourgeoisies nationales, avaient, elles aussi, hâte de s'approprier leur part de richesses tout en préservant leur pouvoir sous couvert d'indépendance et de souveraineté.

1.2 La Russie : un État inachevé...

Pour prévenir les risques d'éclatement, ce nouvel État est, depuis mars 1992, une fédération composée de 89 « sujets » (cf. annexes 1 et 2) qui se décompose en : 21 républiques qui disposent d'un président, d'un hymne national, d'un drapeau et d'une représentation à l'étranger ; 49 Régions ou Oblast ; 6 Territoires ou Kraï ; 10 Districts autonomes ou Okroug et une Région autonome qui ont à la tête un gouverneur. A cela se rajoutent deux villes d'importance fédérales : Moscou et Saint-Pétersbourg. Les présidents, gouverneurs et maires siègent au Sénat de la Fédération de Russie.

A cette incohérence des structures administrative et juridique ou d'inachèvement de l'État, se rajoute la question de la nationalité russe. En effet, jusqu'en 1917, est Russe celui qui sert le Tsar. Et, bien que par la suite le parti communiste ait remplacé le Tsar la notion d'Etat-nation est encore absente aujourd'hui. Il n'y a donc pas de sentiment d'appartenance à une nation. D'ailleurs, il est surprenant de constater l'absence de phénomène « pied-noir » après la dissolution de l'URSS tout comme on peut s'apercevoir qu'il n'existe pas de lobby russe ou ukrainien aux États-Unis, ni de diaspora. La notion ethnique, quant à elle, reste floue car la Russie est un pays d'émigration depuis longtemps. La langue ne donne pas, elle non plus, un critère de différenciation satisfaisant. Si la Pologne était un Etat-nation, la Russie était clairement un Empire.

Aujourd'hui, le remplacement du parti par les lois du marché apporte encore moins de réponse. Cette absence de référence nationale bloque toute forme de projet pour la Russie et par la-même pour la CEI. Le principal élément fédérateur est la réaction contre les intrusions étrangères, en particulier américaines. A titre d'exemple, on peut citer que malgré l'intervention russe, les Tchétchènes estiment que leur principal ennemi n'est pas russe mais américain...

Pourtant, la fédération de Russie est un État multinational peuplée de 120 millions de Russes et compte 30 millions de non-Russes. L'immense majorité de cette population est de tradition orthodoxe bien que l'on compte 11 millions de musulmans.

S'agissant de l'aspect religieux, il faut noter que, contrairement à ce qui avait été envisagé, la Russie post soviétique n'a pas basculé dans l'orthodoxie frénétique, même s'il existe des fondamentalistes orthodoxes. Les trois religions officielles de la Russie sont : l'orthodoxie, l'islam et le bouddhisme. Le nombre de pratiquants est très faible mais l'impact des religions mérite d'être pris en compte. Les *Vieux croyants* sont des orthodoxes intégristes, qui jouent vaguement un rôle identitaire. Ceux-ci constituent un pôle de moralité (comme les protestants dans les pays anglo-saxons), et ils ont largement participé au

développement industriel du XIX^e siècle. Les Uniates, quant à eux, ont été accusés d'être la cinquième colonne du Vatican, ce qui est bien sûr très exagéré. L'islam a été très compromis sous le régime soviétique, et le fondamentalisme ne pose pas le principal problème. En revanche, la question des sectes³ est beaucoup plus importante car elles peuvent jouer un rôle déstabilisant, surtout à la périphérie. Les violentes déclarations antisémites trouvées dans la presse n'ont aucune traduction dans les faits puisqu'il y a moins d'incidents contre les juifs qu'en France.

La « Sainte Russie » n'est pas non plus une sorte de rempart contre l'islam car l'orthodoxie russe est en opposition à d'autres chrétientés, voire d'autres orthodoxies et l'Islam est partie intégrante de la Russie. Par ailleurs, il faut préciser que les républiques musulmanes issues de l'URSS ne sont pas plus musulmanes qu'elles ne sont des républiques, du moins tant que leurs actuels despotes sont au pouvoir.

En fait, la menace religieuse - si menace il y a - porte en elle les éléments de la riposte à lui opposer, tant du fait de la pluralité des tendances que des limites que lui met le pouvoir politique. Sergeï Filatov, professeur à l'université de Moscou et spécialiste des questions religieuses déclarait, dans le journal Libération du 2 juillet 1996 : « *L'attitude des populations et au premier chef de leurs dirigeants à l'égard de leur Église, de leur Synagogue, de leur Pagode ou de leur Mosquée s'apparente à celle qu'elle pourrait adopter à l'égard de l'étendard national. Si le drapeau se fait déchirer ou piétiner, tout le monde s'en offusque. Pour autant, si le drapeau venait à dire que de nouveaux impôts sont nécessaires, les gens lui répondraient de flotter au vent et de se taire.* »

La fédération de Russie regroupe plus d'une centaine de peuples : les russes représentent 81,5% de la population. Ils sont présents en Russie d'Europe mais aussi dans les Républiques et Territoires autonomes ; les minorités non-russes sont implantées dans le Caucase, la Volga et la partie asiatique. Parmi les principales minorités : les Tatars (5,5 millions), les Tchouvaches (2 millions), les Bachkirs (1 million) et les peuples musulmans du Caucase (2 millions).

Chaque République ou Territoire autonome n'a pas un peuplement homogène : parfois le peuple autochtone est minoritaire, parfois les Russes peuvent constituer une forte minorité mal acceptée. Des minorités de l'ancienne URSS vivent encore en Russie : Arméniens, Géorgiens où ils sont la cible des nationalistes Russes. De plus, les crises politiques actuelles engendrent des courants d'immigration : flux de réfugiés (environ 1,3 millions en 1992) fuyant des guerres civiles (Géorgie, Arménie...), retour de Russes venant des États voisins, surtout ceux d'Asie centrale.

Mais malgré sa création récente, la Russie ne peut pas faire abstraction du passé. Elle connaît des problèmes d'unité qu'il est aisé de comprendre eu égard à sa taille. Son unité territoriale est gravement menacée. Par exemple : le nationalisme est actif en Iakoutie et dans les Républiques musulmanes de la

³ Baptistes et wahhabites poussés par les États-Unis, Moon, Aun, chamanisme.

Volga et du Caucase, des minorités contestent le centralisme de Moscou, réclament leur indépendance et souhaitent prendre le contrôle des ressources naturelles de leur territoire. De plus, il faut noter que les frontières de la Russie sont contestées⁴ par les nouveaux États indépendants ainsi que par 25 millions de russes restés dans les ex-Républiques soviétiques. Le territoire est dépourvu de continuité : l'enclave de Kaliningrad⁵ est séparée par la Lituanie⁶ et la Biélorussie. Les Îles Kouriles⁷, rattachées à l'URSS en 1945, sont revendiquées par le Japon. La Crimée⁸, cédée à l'Ukraine en 1954, est un enjeu entre les deux pays.

1.3 La Russie, chef de file de la CEI.

Bien qu'en piteux état et au bord du gouffre financier, la Russie continue à faire subir à ses partenaires sa toute puissance. Pour ce pays qui exerce encore son contrôle sur les réseaux de transport, en particulier sur les gazoducs et les oléoducs parcourant l'ancien territoire soviétique, la réintégration est une nécessité. De plus, malgré la détention de grandes richesses dans son sous-sol, la Russie manque de certains minerais qui lui sont nécessaires dans plusieurs filières technologiques et que seuls ses partenaires de la CEI peuvent lui fournir, lesquels représentent également les seuls débouchés pour ses produits manufacturés. Quant aux États indépendants, le choix de la réintégration ne leur est pas réellement laissé, car ils restent fortement dépendants des aides politique, économique et militaire de leur voisin russe qui a les moyens de contraindre les récalcitrants à suivre ou, tout au moins, à ne pas contrarier sa politique.

La CEI a constitué une zone rouble jusqu'en 1994. Elle s'inspirait des exemples de la zone sterling de 1948 à 1960 et de la zone CFA toujours en vigueur. En 1994, divers pays ont revendiqué des monnaies locales pour parfaire l'apparence de leur indépendance. Cette revendication n'a fait l'objet d'aucune objection de la part de Moscou, qui n'avait plus les moyens de l'entretenir. Au contraire, elle y a vu une opportunité de diviser et de fragiliser

⁴ Quand on sait que seulement la moitié de ses frontières ont une base légale solide on mesure le sentiment d'insécurité qui peut prévaloir.

⁵ Rebaptisée en 1945 après son rattachement à l'URSS, l'ancienne Königsberg, peuplée d'allemands, offre un spectacle de ruine. Coincée entre la Pologne et la Lituanie, ce petit morceau de Russie au coeur de l'Europe (450 000 habitants) se cherche aujourd'hui un avenir. Moscou - comme Berlin - ne veut pas entendre parler d'une remise en question de son statut. Pour combien de temps?

⁶ Pays baltes : entre Moscou et les trois ex-républiques de l'URSS, les tensions sont fréquentes. Principal problème : la situation des minorités russes (30% de la population en Lettonie et en Estonie), victimes de discriminations. Moscou menace régulièrement les pays baltes de représailles. Pour calmer le jeu, les autorités ont récemment autorisé l'intégration des russophones.

⁷ Annexées en 1945 par l'Union soviétique lors de la défaite du Japon, ces îles n'ont jamais cessé d'être revendiquées par Tokyo. En 1997 et à force d'obstination, les japonais ont obtenu que le différend entre les deux pays soit réglé d'ici l'an 2000. Pour les russes, l'intérêt est surtout stratégique : on y compte 25 000 civils pour 10 000 militaires.

⁸ Sébastopole-Crimée : peuplée à 67% de russes, la presque île a été rattaché à l'Ukraine par Khrouchtchev en 1954. Mais, depuis l'indépendance ukrainienne, la Douma russe revendique la Crimée. Récemment, russes et ukrainiens ont tempéré leurs positions, notamment sur le statut de Sébastopol, base navale militaire russe. En 1994, un rapport de la CIA soulignait que la Crimée pouvait servir de détonateur à une troisième guerre mondiale.

ses partenaires économiquement plus faibles et surtout moins avertis des problèmes financiers.

Par le décret présidentiel du 14 septembre 1995 intitulé « *plan stratégique de la Russie concernant ses relations avec les États membres de la CEI* », la Russie ne dissimule pas ses ambitions de puissance hégémonique sur la région.

C'est dans le cadre de ce texte que le 29 mars 1996, un traité sur « *l'approfondissement de l'intégration dans les domaines économiques et sociaux* » a été signé au Kremlin par les chefs d'État de Russie, de Biélorussie, du Kazakhstan et du Kirghizistan dans la perspective d'une communauté des États intégrés.

Par ailleurs, outre ses intérêts géostratégiques, la Russie veut faire de la CEI un ensemble géopolitique qui serait capable de conduire une seule ligne politique en matière de relations extérieures, ligne évidemment tracée par elle. Les questions concernant la politique de sécurité et de défense qui dominent les préoccupations de l'ex-Empire soviétique n'ont toujours pas trouvé de réponse communautaire et se cantonnent à des réponses ponctuelles faisant l'objet d'accords bilatéraux ou multilatéraux à trois ou quatre, rarement plus.

La CEI dispose de deux organes exécutifs : le conseil des chefs d'État et le conseil des chefs de gouvernement. Cependant, les décisions adoptées n'ont pas de caractère obligatoire ou contraignant. Aujourd'hui, chaque État reste souverain à l'égard des instruments de sa politique économique et malgré de nombreux conseils disposant de groupes de travail permanent, la coordination est rarement assurée. Cette absence de concertation s'est traduite par la suppression de la zone rouble en 1994, après que les 12 centres d'émission indépendants aient monétisé, en roubles, les déficits non contrôlés des budgets des gouvernements.

La CEI a suivi ainsi un processus inverse d'intégration économique par rapport à celui suivi par l'Union européenne et cette situation a été aggravée par l'adhésion des membres de la CEI à d'autres entités régionales. En effet, de multiples accords et traités créant des cadres de coopération bilatéraux ou multilatéraux ont été signés, soit entre la Russie et d'autres États de la CEI, soit entre ces États, sans participation de la Russie. Ces textes, concernant divers domaines, ont contribué à alourdir considérablement les structures déjà lourdes et inefficaces de la CEI. De plus, la mise en oeuvre des actes juridiques est fortement freinée par les difficultés financières.

Il est possible d'établir trois cercles de niveaux différents, régissant les relations entre États membres et se superposant à ces ensembles : ainsi les deux premiers cercles se situent-ils dans le groupe des pays souhaitant l'intégration.

Le cercle central englobe la Russie et la Biélorussie, constituant un *noyau dur* semblable, selon certains observateurs, au couple franco-allemand dans l'Union européenne (UE) ;

Le deuxième cercle comprend les pays de l'accord quadripartite du 29 mars 1996 dont les obligations mutuelles sont moins contraignantes ;

Le troisième cercle, enfin, réunit tous les autres membres de la CEI, ceux du deuxième groupe contraints de naviguer dans l'orbite de la Russie et ceux du troisième groupe cherchant à renforcer leur indépendance vis-à-vis de la Russie et des structures de la CEI.

La CEI représente donc pour l'instant un ensemble disparate d'États ayant besoin les uns des autres, mais soucieux de leur indépendance. *Coquille vide* comme aiment à l'appeler nombre de spécialistes de la région, la CEI constitue pour l'instant un simple cadre de négociations ne débouchant généralement sur aucune mesure concrète. Elle ne représente pas un ensemble homogène doté, sur la scène internationale, d'une ligne d'action commune. Chaque république sait trop bien ce que cela signifierait. Chacune d'elle tient à conserver ses nouveaux attributs de souveraineté et chacune entend bien défendre ses propres intérêts.

En outre, les échanges au sein de la CEI montrent une diminution d'ensemble exprimant une ouverture des relations économiques à l'extérieur de la CEI, ceci étant très fortement expliqué par les exportations de matières premières et la nécessité d'importer des produits à hautes valeurs ajoutées.

1.4 Politique étrangère de la Russie.

Sur le plan diplomatique, la Russie a hérité d'une partie du rôle mondial de l'URSS. La Russie est membre de la CEI, de l'Union de la Biélorussie et de la Russie, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de la zone de coopération économique de la mer Noire, du Conseil de sécurité de l'organisation des nations unies (ONU) où elle dispose d'un droit de veto. Elle est signataire du Partenariat pour la paix de l'OTAN. Lors du sommet de Denver (20-21 juin 1997), elle a été admise à part entière dans le groupe des pays industrialisés (G7). Elle est devenue membre du Club de Paris (regroupant les pays créanciers) le 17 septembre 1997.

A l'extérieur, les ambitions impériales de la Russie n'ont pas disparu avec l'URSS comme en témoignent les questions balte et ukrainienne. Aujourd'hui la Russie entre dans une nouvelle phase de son histoire. Elle ne tient plus dans ses mains la moitié du monde, mais elle recèle toujours une des clés principales de la sécurité en Europe. Il est essentiel, surtout après la perte de l'Ukraine, qu'elle soit encrée à l'Ouest, comme il était essentiel pour la diplomatie occidentale pendant la guerre froide, alors que l'adversaire était le pacte de Varsovie, que la RFA soit encrée à l'Ouest.

C'est une des raisons pour lesquelles les relations sino-russes ont une importance majeure pour le siècle prochain. Dès le sommet sino-soviétique de mai 1989, le rapprochement politique des deux pays a été engagé. Depuis cette date, la coopération militaire n'a cessée de se développer. Les contacts

de haut niveau dans ce domaine ont repris dès 1990. Les ventes d'armes ont fait l'objet de discussions à la même date, et la Chine est progressivement devenue le principal acheteur d'armes russes. On évalue à 6 Mds de \$ les achats cumulés pour la période 1991-1994. Il s'agissait d'avions de combat, de sous-marins de la classe Kilo, de tanks et de véhicules blindés, de dispositifs de défense sol-air. L'intérêt des chinois pour les systèmes de guidage et les missiles de croisière est bien connu. Les russes pourraient, dans de nombreux domaines, faire gagner de nombreuses années aux chinois.

La présence européenne n'est pas négligeable, par le biais du Fond monétaire international (FMI), de la Banque Mondiale et de la BERD. La France possède des observateurs en Abkazie sous le mandat de l'OSCE. Ses intérêts se situent plutôt au Kazakhstan avec Total et Elf pour les hydrocarbures qu'autour de la mer Caspienne, bien que l'influence du groupe de pression arménien en France soit vivace. De manière générale, la position modérée et non agressive de la France en fait un intermédiaire entre les Russes et les Américains recherché.

Mais ses véritables problèmes sont d'ordre interne : maintenir sa cohésion interne, éviter l'apparition de troubles trop importants en Asie centrale et continuer à contrôler l'étranger proche. Son énergie est concentré sur ces objectifs et ne semble pas y suffire. Si la Russie s'oppose aux USA, ce n'est pas au sujet des pays d'Europe centrale, dont elle a abandonné toute idée de récupération, mais au sujet de l'Asie Centrale et surtout de la Caspienne. L'engagement américain aux côtés du Pakistan et des Talibans est important et profond. L'attaque contre le "camp d'entraînement" de Ben Laden illustre cet engagement (deux missiles de croisière non explosés perdus, sauf pour les Chinois...).

Pour la politique étrangère, M. Primakov possède une vision très ambitieuse. Il souhaiterait que la Russie réussisse à réconcilier l'Inde et la Chine, et jouisse du prestige d'organiser un pacte à quatre : Iran, Russie, Inde, Chine ; le Pakistan en ferait les frais et les USA seraient évincés de la zone.

Un autre sujet d'importance concerne la mise en oeuvre des accords de désarmement. Le territoire européen a rassemblé pendant la guerre froide une quantité inouïe d'armes conventionnelles et non conventionnelles (nucléaires, chimiques et biologiques). Rien ne semble plus urgent, que de réduire drastiquement les unes et les autres. Or, aux premiers enthousiasmes russes de l'ouverture à l'Ouest, a succédé un réel désenchantement. Les accords sur les forces nucléaires de portée intermédiaire, sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), sur l'interdiction des armes chimiques (convention chimique), ont été signés dans la première période. La seconde a marqué un net ralentissement, dû essentiellement à la difficulté d'obtenir la ratification par la Douma⁹ du traité START II (Strategic Arms Reduction Talks).

⁹ Chambre basse du parlement russe.

1.5 Position de la Russie face à l'OTAN.

C'est à Paris, le 27 mai 1997, qu'a été signé l'acte fondateur des nouvelles relations entre la Russie et l'OTAN. Cette victoire américaine concrétise la volonté hégémonique des États-Unis en Europe. Toutefois, il n'en demeure pas moins que la diplomatie russe, en dehors des réactions personnelles de Boris Eltsine, redoutait l'élargissement de l'OTAN, parce qu'elle y voyait un premier pas.

L'intégrité polonaise, hongroise et tchèque n'est pas mise en cause, mais la situation des États voisins (Estonie, Lettonie, Lituanie, Biélorussie, Ukraine et Moldavie) est d'une toute autre nature car leurs statuts territorial et politique ne sont pas stables. Que l'OTAN, forte du précédent créé avec les adhésions de la Pologne, de la Hongrie et de la République Tchèque veuille un jour s'étendre, et c'est alors le destin de pays en partie peuplés de russes et les intérêts majeurs de la Russie elle-même qui seraient en cause.

Si la Russie a été impuissante à empêcher cette première étape de l'élargissement de l'OTAN, elle a en revanche obtenu des américains qu'ils s'abstiennent de faire trop ouvertement allusion à l'intérêt qu'ils portent aux pays baltes. Pour Moscou, l'adhésion de ces trois petits pays relèverait du *casus belli*.

Conscients qu'ils ne pourraient guère s'opposer au processus d'élargissement, les dirigeants russes semblent avoir quelque peu tempéré leurs critiques. S'ils continuent à rappeler leur opposition de principe aux projets des alliés, ils ne menacent plus de reconsidérer leurs relations avec les États-Unis en cas d'expansion de l'Alliance de l'Europe centrale et occidentale.

C'est peut-être ce « réalisme » qui explique la volonté de Boris Eltsine de voir la Douma ratifier au plus vite le traité START-II. Signé en janvier 1993 et ratifié trois ans plus tard par le Sénat américain, cet accord prévoit que les deux superpuissances nucléaires ramènent leurs arsenaux balistiques respectifs à 3 500 têtes d'ici 2007.

Pour Boris Eltsine, la réduction de l'arsenal nucléaire national est avant tout une question financière. Le pays n'a plus les moyens d'entretenir les niveaux d'armement de la période soviétique, et le président russe, qui craint par ailleurs de perdre la manne financière du FMI, souhaiterait au plus vite entamer les négociations sur le traité START-III qui permettrait d'envisager de nouvelles réductions de part et d'autre¹⁰.

Dans ce débat qui oppose les russes aux occidentaux, les premiers ont de la peine à dépasser la vision de l'affrontement Est-Ouest qui dominait avant la chute du mur de Berlin, alors que les seconds envisagent une grande alliance, dans la perspective peut-être d'avoir un jour à entrer dans un conflit chaud Nord-Sud. Peut-être pouvait-on voir d'ailleurs, dans le soutien discret

¹⁰ Les plafonds prévus par START-III sont de l'ordre de 2 000 à 2 500 têtes de part et d'autre.

des États-Unis aux Talibans d'Afghanistan une pression sur la Russie pour lui faire comprendre que la menace était moins occidentale que méridionale...

2. STRATEGIE DE LA RUSSIE : ASPECTS ECONOMIQUES.

2.1 Un territoire immense mais enclavé.

La Russie est un État immense, caractérisé par sa dimension continentale. Dans ses frontières, héritées de l'ancienne Union soviétique, la Russie reste, avec 17 millions de km² (2,5 fois les USA ou 30 fois la France), l'État le plus vaste du monde s'étendant sur 11 fuseaux horaires.

Les 4/5^{ème} du territoire sont formés de vastes étendues de plaines et de plateaux monotones ne dépassant pas 500 m d'altitude. Les distances sont considérables (10 000 Km d'Ouest en Est et 3 800 Km du Nord au Sud) et la répartition des hommes ne coïncide pas avec celle des ressources et impose des échanges croissants et massifs.

Le chemin de fer assure l'essentiel du transport de pondéreux mais les 87 000 Km de voies sont insuffisants et surchargés. De plus, le réseau vétuste est déséquilibré : à l'Ouest, un réseau dense relie les centres industriels ; à l'Est, il se limite à des axes comme le transsibérien et le BAM qui désenclavent la Sibérie méridionale.

Le réseau routier, concentré dans la partie européenne, est médiocre.

Les voies d'eau¹¹, pénalisées par les conditions climatiques et l'orientation méridienne des fleuves, jouent un rôle modeste. 60% du trafic sont réalisés par « le système des cinq mers ». Encore insuffisant, le réseau des conduites permet d'alimenter en hydrocarbures les centres industriels de l'Ouest à partir des gisements de Sibérie et d'exporter vers l'Europe centrale et occidentale ; mais, mal entretenus, ils subissent des avaries fréquentes.

L'avion sert surtout au transport des passagers et dessert les régions d'accès difficile du Grand Nord et de la taïga.

Mais la Russie est enclavée. Le territoire est fermé par des montagnes élevées au Sud et à l'Est et des mers gelées au Nord. Seul l'Ouest offre une ouverture vers l'Europe, mais les débouchés maritimes sont limités à d'étroites fenêtres sur la mer Noire et la Baltique. Les frontières nées de l'éclatement de l'URSS laissent à la Russie une façade maritime réduite, où les grands organismes portuaires font défaut, et rompent la continuité des réseaux de communication (Transsibérien, oléoducs, et gazoducs).

Cette immensité dilue la capacité de contrôle du pouvoir d'autant que la démographie ne suit pas (9 habitants au km²). Ce vaste espace continental ne connaît pas d'obstacle naturel en dehors du climat (cf. la phrase de Napoléon :

¹¹ De grands fleuves de 3 à 4 000 Km de long, aux débits puissants, constituent un riche potentiel hydraulique : La Volga à l'Ouest, l'Ob, l'Ienisseï, le Iena et l'Amour à l'Est.

« le général hiver, grand allié de la Russie pendant des siècles »). Cette caractéristique géographique explique aussi la priorité donnée en Russie au champs de bataille continental et par voie de conséquence aux armes correspondantes : les armes de jet, armes de projection de puissance que l'on qualifiera de balistiques¹².

2.2 Des atouts de grande puissance.

État le plus vaste du monde, elle est aussi la 6^{ème} puissance démographique avec 149 millions d'habitants. Ses productions agricoles comme les richesses énergétiques la classent dans les premiers rangs mondiaux. La Russie est le seul pays industriel à être autosuffisant en énergie. Les exportations vers l'Europe occidentale lui procurent des rentrées de devises destinées à financer les achats de biens d'équipement indispensables à la restructuration de son industrie.

Mais c'est surtout le potentiel énergétique¹³ de la Russie qui est digne d'intérêt car, dans les faits, la ressource humaine de qualité fait cruellement défaut et les observateurs les plus optimistes pensent qu'il faudra au moins deux générations avant de sortir de l'impasse actuelle. 80% des réserves sont localisées en Sibérie, où les conditions climatiques difficiles et le manque de main-d'oeuvre font augmenter leur coût d'exploitation. Par ailleurs, on constate un déficit croissant entre les foyers de consommation et les régions productrices d'énergie : la partie européenne absorbe les 3/4 de la consommation alors qu'elle ne fournit que 1/5 de la production.

Le déclin de la production de pétrole est le signe d'une crise sévère : les gisements européens sont épuisés, victimes de l'exploitation extensive ; l'exploitation des gisements sibériens est limitée par l'obsolescence du matériel.

Les difficultés économiques et politiques relèguent la Russie au rang de puissance régionale. Ses productions la classent au 10^{ème} rang des puissances économiques. Son produit national brut (PNB), estimé à 500 milliards de \$, n'est que la moitié de celui de la France. Le PNB par habitant, de 2 500 à 3 000 \$ environ, range la Russie parmi les pays en voie de développement comme le Brésil. L'aide financière de l'Occident lui est indispensable mais il est prouvé que plus de 40% des fonds du FMI sont détournés.

¹² A ce titre il faut souligner que l'académie de balistique a été créée en Russie en 1820, au lendemain de la guerre patriotique de 1812 et la défaite de Napoléon. Puis, cette académie a été abandonnée en raison des progrès réalisés dans l'artillerie. Pourtant, cette réflexion sur les armes balistiques reprend au début du XX^{ème} siècle et ce n'est pas un hasard si les armes nucléaires atomiques soviétiques sont considérées comme de l'artillerie, contrairement à ce que pratique les USA.

¹³ Pétrole, gaz, charbon, pratiquement tous les métaux ferreux, non ferreux et pour la chimie, métaux précieux et rares, diamants. Les 3/4 des ressources sont concentrées en Sibérie et en extrême-Orient.

2.3 Le rôle des entreprises privées dans l'économie russe.

Les entreprises transnationales peuvent-être définies comme des entités économiques russes. Leurs intérêts en Russie comme à l'intérieur de la CEI proviennent du processus de privatisation de 1992 et des spécificités de l'économie soviétique. On ne peut en aucun cas les assimiler à une forme d'entreprise de type multinationale capitaliste. Une telle définition serait un véritable contresens dans la mesure où ces structures recouvrent une réalité très éloignée des canons libéraux en matière de structures d'entreprise.

GASPROM¹⁴ est représentative des sociétés transnationales russes dont les intérêts se confondent ou s'opposent à ceux de la Russie mais il existe d'autres compagnies pétrolières qui ont les mêmes caractéristiques. On peut citer par exemple la compagnie pétrolière YUKOS et la compagnie LUKOIL. Dans le domaine des métaux on trouve essentiellement la Trans World Metal dont les activités mafieuses de son PDG inquiètent nombre de pays occidentaux qui voient ses tentatives d'investissements massifs notamment dans le monde de la presse et des médias avec beaucoup de défiances.

1992-1995 représentent quatre années de transition économique menée essentiellement par Egor Gaïdar, Premier Ministre par intermittence. Dans cette période, la politique économique russe peut se résumer par cette phrase slogan : la thérapie de choc. Elle s'appuyait sur quatre piliers : la liberté des prix, l'ouverture à l'économie mondiale, des restrictions financières pour un contrôle effectif de l'inflation et des privatisations menée sous la houlette d'Anatoli Tchoubaïss.

Les buts étaient multiples : désengager l'État des questions économiques, en conformité avec le dogme libéral, permettre la montée en puissance d'une classe moyenne garante des fondements d'une démocratie par la distribution large des anciennes propriétés de l'État soviétique. C'est ainsi que furent menées une petite privatisation et une grande privatisation.

En 1992, *la petite privatisation* concerna essentiellement le petit commerce, les boutiques, les magasins, l'agriculture et les logements. En quelques mois, 100 000 petites et moyennes entreprises, boutiques, restaurants furent privatisés. Dans le logement, le nombre des propriétaires privés est passé de 40% en 1991 à plus de 70%! Cependant, la réalité de ces chiffres reste à démontrer dans la mesure où certaines administrations continuent de gérer des biens dont elles ne sont plus propriétaires simplement parce que les nouveaux propriétaires ne sont pas solvables auprès des banques. Dans d'autres cas, il s'agit de dons en nature et d'arrangements de type mafieux...

¹⁴ La société GASPROM a un actionariat privé à 65% et l'Etat russe conserve encore les 35% restants avec l'intention officielle de les vendre à plus ou moins long terme. Précisons que cette compagnie détient le monopole du gaz dans la CEI et possède des intérêts importants dans le pétrole caucasien ainsi que dans de très nombreux domaines économiques de la Russie (distribution notamment).

La grande privatisation eu lieu un peu plus tard (1993-1994) et concerna essentiellement l'industrie. Un système de chèques de privatisations (les vouchers) fut mis en oeuvre par le gouvernement russe et distribués gratuitement à la population. Les conditions réelles d'application de cette privatisation furent souvent scandaleuses de bien des points de vue : bradage suspect de la valeur réelle des entreprises, enchères truquées, etc...

La privatisation de la deuxième entreprise du secteur pétrolier russe, YUKOS, est à cet égard exemplaire. En effet, la mise aux enchères de cette entreprise fut confiée à la banque Menatep qui n'a accepté d'ouvrir les enchères qu'à deux sociétés... dont cette même banque détenait à chaque fois 51% des actions! En tout, 14 000 entreprises furent privatisées et l'actionnariat moyen se répartit comme suit : 43% aux salariés, 17% aux dirigeants des entreprises, 11% à l'État et 29% à des investisseurs extérieurs (russes ou étrangers). Cependant ces pourcentages ne sont guère significatifs tant les variations d'une région à une autre sont importantes et les domaines économiques des entreprises parfois peu comparables. De plus il est important de noter qu'afin de satisfaire les appétits des uns et des autres, l'industrie du pétrole a été divisée en 16 morceaux principaux et distribués aux plus puissants de la nomenklatura.

Très rapidement et compte tenu de la dégradation économique endémique russe, ce sont les entreprises privatisées, liées aux secteurs stratégiques de l'énergie, qui ont pris un poids considérable à travers toute la CEI. Ces entreprises privatisées russes se comportent comme des acteurs infra-étatiques. Ainsi, par le phénomène de la titrisation - échange des dettes publiques contre des intérêts privés locaux - la Russie a pu mettre sous tutelle économique - donc politique - un certain nombre de ses voisins de la CEI. A cet égard, l'Ukraine constitue un exemple absolument flagrant.

2.4 Décomposition de l'industrie d'armement.

2^{ème} puissance militaire mondiale, la Russie possède un arsenal nucléaire qui rivalise avec celui des États-Unis. Toutefois, la crise économique a affecté le secteur de la Défense de manière significative. La baisse du budget de la Défense atteignait, en 1990, 29% pour les dépenses militaires et 22% pour les activités de Recherche et développement. Ce sont les forces stratégiques et les forces conventionnelles, aériennes et terrestres, qui ont subi les réductions les plus fortes.

Au lendemain de l'éclatement de l'Union Soviétique, les États qui lui ont succédé ont pris possession des éléments stationnés sur leur territoire. A ce titre, la fédération de Russie a hérité du noyau central d'une armée soviétique en pleine confusion, déséquilibrée et désorientée. Dès lors de nombreux problèmes se sont posés pour ces armées.

A la disparition de l'Union, chaque État indépendant a hérité des équipements, des centres de formation, des installations militaires et industrielles (le VPK, ou complexe militaro-industriel) qui se trouvent sur son

territoire. En aucun cas, il ne s'agit d'infrastructures autonomes, et la défense de chaque État dépend dès lors d'efforts coordonnés. Les nouveaux États indépendants ont gardé beaucoup d'équipements modernes de l'armée soviétique et 40% de ses ateliers d'entretien et de réparation. Jusqu'à 80% pour ce qui concerne les engins blindés et 50% pour l'électronique.

Dans ces conditions, bien que la Russie n'ait perdu que 20% de la capacité de production soviétique, la politique d'extrême spécialisation pratiquée jusque-là met en évidence le fait qu'elle ne peut assurer qu'un cinquième de ses besoins estimés en matière de défense.

Par ailleurs, il faut noter que la présence dans certains États de la CEI (Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan) d'ensembles de production ne signifie pas forcément qu'ils puissent se positionner en tant que pays producteurs d'armements. En effet, la très forte intégration du système économique de l'URSS héritée de la volonté politique soviétique rend ces États très dépendants vis-à-vis de la Russie pour leurs approvisionnements.

2.5 Les mafias gangrènent le pays et seraient à l'origine de certains conflits...

Malgré des similitudes avec leurs consœurs étrangères, les mafias Russes et autres oligarchies présentent néanmoins des caractéristiques spécifiques. Les mafias peuvent être appréhendées selon trois réalités différentes : crime organisé (drogue, prostitution...) ; activités légales acquises de manières illégales (meurtres...) ; anthropologie du pouvoir (népotisme, corporatismes...).

Si les Italiens se structurent traditionnellement autour de clans familiaux, les ex-soviétiques s'organisent plutôt par corporations ou secteurs économiques (mafias politiques, mafias militaires, mafias des juges, des miliciens ou encore mafias du pétrole, du bois, de l'or, de l'ambre, des pierres précieuses, des jeux vidéos, de l'informatique) en fonction de critères territoriaux ou ethniques (mafias de l'Odessa, de Vladivostok, de Kazan, mafias Ouzbèque, Tchétchène, Géorgienne) ou autour d'une étroite spécialisation (trafic de drogue, d'enfants, d'organes etc.) hiérarchiquement structurés grâce à un réseau de complices corrompus au plus haut niveau.

Qu'ils soient regroupés selon des critères territoriaux ou ethniques, en règle générale, les clans se spécialisent. Ainsi, les mafias de Kazan préfèrent les finances et le crédit tandis que les Tchétchènes font la pluie et le beau temps dans l'exportation du pétrole et des métaux sans négliger pour autant les opérations bancaires ou le commerce de voitures volées. Il paraît que ces enfants naturels de Doudaev¹⁵ et de la Cosa Nostra contrôlent également tous les jeux de hasard à Moscou et la production des diamants de Yakoutie. Les groupes Azéris, eux, font fortune dans la drogue mais ne dédaignent pas les jeux et autres trafics. Leurs homologues Arméniens se distinguent dans le vol

¹⁵ Djokhar Doudaev, président mafieux de la Tchétchénie de 1991 à sa mort en 1996.

de voitures et la distribution à bon escient de pots-de-vin. Les clans Géorgiens sont plutôt spécialisés dans les rapt, les cambriolages et le grand banditisme. Les Ingouches, eux, sont experts en trafics d'armes et de pierres précieuses. Seul le groupe de Nazran (de la même ethnie) s'illustre dans le crime économique, gardant sous contrôle nombre de banques privées moscovite.

Évidemment, de telles classifications n'ont rien de définitif car ces redoutables professionnels peuvent à tout moment, changer de métier ou de spécialité, brouillant ainsi toutes les pistes. Malgré cette diversité ethnique évidente, les occidentaux s'obstinent à qualifier de « mafia russe » toute caste criminelle née dans l'espace ex-soviétique. Seule la mafia tchéchène, après des contrats en série à Londres et surtout l'intervention russe entreprise en 1994, a gagné son identité propre. On observe par ailleurs, qu'un bon nombre de mafieux sévissant à l'extérieur de la Russie porte des noms juifs ou asiatiques.

Par conséquent, classifier ces clans en trois grandes catégories : mafias slaves, caucasiennes et asiatiques semble plus conforme à la réalité. D'autant que, selon le cas, elles sont tout autant capables de collaborer que d'engager une guerre à outrance jusqu'à l'anéantissement de l'adversaire.

Les armées des mafias sont formées pour l'essentiel de gardes du corps et d'hommes de main. Car, pour se protéger et soigner son image, tout parrain s'entoure de gardes du corps (dix, soixante et plus). Bien évidemment, ces effectifs sont difficiles à dénombrer. Pourtant, début 1995, le général Vadim Kirpitchenko, numéro deux de l'ex-KGB, reconnaît que l'armée des mafias compterait 200 000 combattants répartis en 150 régiments. D'autres sources l'estiment à 1,5 million d'hommes... Elle emploie principalement d'anciens miliciens, des sportifs et surtout des vétérans d'Afghanistan. Diverses sources estiment que 80% de ces *afghantsy* travailleraient pour les clans mafieux.

Par ailleurs, en marge des structures officielles, se multiplient les officines privées de sécurité, de gardiennage, de protection rapprochée, de détectives, employant essentiellement des anciens de l'intérieur, du KGB et de l'armée. Forte d'un bon million d'hommes, cette police parallèle se met souvent, elle aussi, au service des mafias. Quoiqu'il en soit, la réforme - depuis longtemps en cours d'élaboration - visant à créer une armée de métier prévoit également une réduction des effectifs militaires. Alors, le jour viendra peut-être où l'armée des mafias sera numériquement supérieure à celle de l'État russe...

Quand on analyse la situation réelle de l'ex-URSS du milieu des années 90, l'incroyable conclusion s'impose d'elle-même : des forces omnipotentes et sans frontières contrôlent de manière occulte tout en le cimentant, l'espace post-soviétique. Et, ces mafias, héritage du soviétisme, constituent l'instrument de prédilection des services secrets.

Fin septembre 1996, après avoir gelé le conflit tchéchène et signé un cessez-le-feu, le général Alexandre Lebed déclarait sans ambages : « nous devons faire toute la lumière sur les racines économiques de nos guerres qui sont d'origine mafieuse ». En effet, les revendications nationalistes ou

séparatistes qui dégénèrent en conflits sanglants un peu partout en URSS puis, dans l'espace ex-soviétique, masquaient souvent des objectifs beaucoup plus prosaïques. Les clans puissants qui provoquaient ces guerres en manipulant les populations, ne visaient qu'à s'approprier le maximum de richesses, de territoires ou de pouvoir sous couvert de lutte indépendantiste. Ainsi, ces castes ont-elles pu se livrer en toute impunité à la contrebande d'or, de pierres précieuses, d'ambre, de métaux rares, de bois, de caviar et de fourrures. De plus, le trafic de pétrole sur une grande échelle fut manifestement le nerf de la guerre entre Géorgiens et Abkhazes, Russes et Tchétchènes.

Une guerre longue peut catalyser voire générer trafics d'organes prélevés sur les morts ou les blessés - véritable industrie criminelle - trafics de fournitures militaires (uniformes, approvisionnement, alcool, tabac), prostitution et commerces plus lucratifs encore tels les armes et la drogue. En quelques mots, Alexandre Lebed a cerné le plus grave problème du moment. Il est vrai que cet ancien commandant en chef de la 14^{ème} armée russe stationnée en Transnitrie (petite république auto-proclamée qu'une guerre civile opposa à la Moldavie deux ans durant) connaît bien la question. Ainsi, jusqu'à sa destitution à l'été 1995, Lebed n'a cessé de dénoncer les autorités corrompues de la Transnitrie, les accusant, preuves à l'appui, de se livrer aux trafics d'armes, de munitions et d'équipements.

Manifestement, après s'être emparées du pouvoir économique en Russie et ailleurs, les mafias héritées du soviétisme recherchent une légitimation politique. Depuis la désintégration de l'URSS, l'échiquier politique de chaque République ex-soviétique se présente sur le même modèle : partout, les anciens maîtres restent ou reviennent au pouvoir. Même dans les pays baltes, farouchement accrochés à leur indépendance vis-à-vis de la Russie, Algirdas Brazauskas, l'ex-numéro un du parti communiste (PC) lituanien, rebaptisé Parti Démocratique du Travail, succédait au démocrate Vitautas Landsberguis. L'Ukraine, où le communiste Koutchma remplaçait à la présidence son ancien chef hiérarchique au PC, n'exclut pas l'éventualité d'un « Kravtchioukgate ». En effet, l'ancien président Léonid Kravtchiouk aurait dilapidé les crédits de l'État par dizaines de millions de dollars ; néanmoins, protégé par l'immunité parlementaire, il demeure hors d'atteinte de la justice.

3. STRATEGIE DE LA RUSSIE : ASPECTS MILITAIRES.

3.1 Évolution de la doctrine militaire soviétique puis russe.

Si l'on considère l'évolution de la pensée stratégique militaire russe au cours de ces dernières années, il est possible d'établir un lien entre la politique menée par M. Gorbatchev et le débat stratégique qui a commencé à se développer au milieu des années 70.

En 1972, la confrontation des diplomates Soviétiques avec leurs homologues Américains, lors des négociations SALT I, a conduit les diplomates Soviétiques à prendre conscience que l'état de l'économie¹⁶, de la recherche et du développement de l'URSS, ne serait pas à même de suivre la course aux armements, telle que les États-Unis étaient en train de la mener. Il y a donc eu une prise de conscience de ce retard fondamental et il s'est formé une coalition techno-bureaucratique qui a été à la pointe du mouvement des réformes.

C'est dans ce contexte qu'a été lancé le débat pour réviser l'ancienne doctrine. Celle-ci était périmée depuis 1964, mais il était interdit d'en parler. Elle était fondée sur une frappe massive dès le début de la guerre. Mais cette doctrine n'était pas crédible car incohérent avec le discours politique. C'est le maréchal Ogarkov qui s'est chargé de réviser cette doctrine et qui a relancé l'importance des armées conventionnelles, armée de terre, avions, groupes de manoeuvre opératifs chargés d'effectuer des percées¹⁷ ... S'agissant de l'arme nucléaire, une entente tacite entre Russes et Américains désignait le théâtre Europe en cas de conflit, mettant ainsi à l'abri leurs sanctuaires respectifs. Ce concept de dissuasion relative, réfuté jusqu'alors, fut adopté par les militaires puis par les politiques. De fait, une nouvelle doctrine vit le jour, mais aucun texte ne vint la préciser. Mais, en mars 1983, Ronald Reagan annonça le projet IDS¹⁸ et tout fût remis en question.

En janvier 1986 Gorbatchev, jugeant qu'il était immoral de prendre des populations civiles en otage, remit en cause ce principe de dissuasion et alla même jusqu'à proposer un plan de démantèlement total de l'armement nucléaire d'ici l'an 2000. Cette décision était une réponse à l'IDS de Reagan. La stratégie militaire russe devint donc purement défensive au lieu de strictement offensive. Mais le débat ne cessa pas car, globalement, les militaires étaient opposés à cette vision strictement défensive. Il fallut attendre la guerre du Golfe pour voir la « revanche » des militaires et voir renaître une conception moins utopique, privilégiant la riposte adéquate permettant aussi bien la défensive que l'attaque.

¹⁶ Selon H. Kissinger, ce sont les américains qui ont fourni aux diplomates soviétiques les informations sur la composition de l'arsenal de l'URSS, ce que les experts militaires soviétiques refusaient de faire.

¹⁷ Concept élaboré dans les années 20, adopté par les USA dans les années 80.

¹⁸ Initiative de défense stratégique.

En 1989, la chute du mur de Berlin et la perte du glacis protecteur constitua une défaite absolue pour l'URSS après la victoire de 1945. En 1991, la question revînt : quelle stratégie pour défendre quel espace de quelle menace?

Jusqu'au printemps 1992, les Russes ont espéré pouvoir conserver un espace stratégique unique couvrant l'ensemble de la CEI (Il y a même eu un commandant en chef de nommer à la tête des forces armées unifiées, mais celles-ci n'ont jamais existé...). En mars 1992, après que les États indépendants aient constitué leurs propres forces avec les moyens dont ils disposaient, Boris Eltsine s'est décidé à créer une armée russe nationale. Dès lors, la Russie n'a eu de cesse d'affirmer que l'espace de la CEI était sa chasse gardée et qu'aucune puissance extérieure n'était à même d'intervenir. Mais il existe une zone d'incertitude. En effet, les États baltes ne font pas partie de la CEI. C'est au moment de la disparition du cordon sanitaire que les russes vont adopter leur première doctrine militaire de la fédération de Russie en 1993.

Cette nouvelle doctrine, présentée le 2 novembre 1993 par le ministre de la défense, le général Gratchev, a été élaborée dans un contexte politique particulièrement troublé et pose trois grands principes : « *la Fédération de Russie ne considère aucun État comme son ennemi* », « *la Fédération de Russie n'utilisera ses forces armées contre aucun État sauf dans le cadre de l'autodéfense individuelle ou collective* », « *elle garantit également le non usage de l'arme nucléaire contre les États signataires de traité de non prolifération (TNP) ne possédant pas l'arme nucléaire sur leur sol, rappelant que l'arme nucléaire ne saurait être un moyen de conduire la guerre mais un moyen politique de dissuasion* ».

Le concept de dissuasion reste fondamental de la stratégie russe. Au titre des menaces, les perspectives d'invasion ont disparu. En revanche, ce sont les conflits locaux internes à la Fédération (Tadjikistan, Abkhazie, Haut-Karabakh ou ex-Yougoslavie) qui constituent la principale menace (instabilité et criminalité). L'aspect militaire de la doctrine énonce la nécessité d'intervenir dès le début d'un conflit pour éviter l'enlèvement (contre-exemple : la Tchétchénie). Les forces armées russes doivent être préparées à mener tant des actions offensives que défensives dans la perspective d'un emploi de moyens de destruction dans n'importe quel type de guerre.

Dans ce cadre, on se situe bien dans la continuité du discours d'une riposte adéquate face à n'importe quelle menace, mais ce concept irréaliste prôné par Gorbatchev a été abandonné.

Par conséquent, la priorité consiste à former des forces mobiles qui pourront être envoyées dans des régions stratégiques et renforcées par des forces repositionnées. Enfin, il est prévu de les déployer hors de la Russie.

3.2 Perceptions des menaces différentes selon les États.

Quelle est la nature des menaces auxquelles doivent faire face les États ? S'agit-il de défendre ses frontières ou de participer à la défense des frontières de l'ancienne union ? Les réponses à ces questions sont différentes selon la perception de chacun des États car ces derniers considèrent l'armée nationale et la garde des frontières comme des attributs de leur indépendance. L'union militaire est d'autant moins évidente à réaliser qu'il n'existe pas de véritable ennemi commun : les menaces sur la Transcaucasie sont différentes de celles que ressentent l'Asie centrale ou les marches occidentales de l'ancienne URSS.

Dans ce contexte, on peut distinguer deux grandes tendances :

– Les partisans d'une intégration restreinte :

Les tenants de cette option au sein de la CEI ne sont pas dupes. Ce sont : l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et le Turkménistan : ces États savent qu'ils ont tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec la Russie. Toutefois, le sentiment national étant le plus fort, ils résistent à toute forme d'association avec l'ex-colonisateur russe. En fait, ils craignent de tomber de nouveau sous la tutelle russe. L'Ukraine cherche à engager des discussions avec l'OTAN (elle a même transféré à titre de bonne volonté des matériels soviétiques aux États-Unis). L'Azerbaïdjan, enhardi par l'arme pétrolière et ses liens avec la Turquie (dont il a reçu une assistance militaire importante) souhaite avoir carte blanche dans le conflit au Nagorno-Karabakh, dont il veut reprendre le contrôle. La Moldavie, dispose du soutien de la Roumanie, dont elle faisait autrefois partie. Le Turkménistan, qui possède d'importantes ressources pétrolières et gazifères préfère encaisser lui-même les profits, sans que la Russie intervienne trop dans ses affaires.

– Les partisans d'une intégration étroite :

Face aux partisans d'une intégration restreinte, il y a ceux, qui au contraire, favorisent une intégration étroite, soit : la Russie, la Biélorussie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et l'Arménie. Les raisons qui poussent la Russie à rechercher une coopération étroite sont de plusieurs ordres. En premier lieu, il s'agit pour elle d'acquérir la profondeur stratégique perdue avec l'éclatement de l'Union. Il lui faut également bénéficier d'accords pour pouvoir installer des radars de détection dans sa zone périphérique et pour bénéficier d'une certaine liberté de survol des autres pays de la CEI. En second lieu, elle considère que les problèmes au Caucase et en Asie centrale constituent la principale menace. Or, elle a des intérêts stratégiques dans cette zone. Enfin, elle n'a plus les moyens financiers d'entretenir une armée pléthorique. L'Arménie est liée à la Russie qui est son seul soutien dans le conflit avec l'Azerbaïdjan pour le contrôle de l'enclave du Haut-Karabakh. Les autres pays d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) n'ont pas d'industrie d'armement et dépendent

donc entièrement de la Russie dans ce domaine. Cette région, d'une hétérogénéité extraordinaire, est une poudrière potentielle, mais a néanmoins, jusqu'à présent, évité la déflagration à l'exception du Tadjikistan qui a peut-être servi de repoussoir à l'explosion générale.

Par ailleurs, les partisans de l'intégration, ont signé en avril 1992 un accord de coopération dans le domaine du renseignement aux termes duquel ils se sont engagés à ne pas s'espionner les uns les autres, à mener des opérations mixtes et à assurer un entraînement commun à leurs personnels (les éléments réfractaires à l'intégration ont hésité à signer, mais l'Ukraine, par exemple, a conclu en juillet 1992 avec la Russie une entente bilatérale sur l'échange de renseignements, mais uniquement dans les domaines de la lutte contre la subversion, le crime et le terrorisme). Ce groupe d'États dépend de Moscou et souhaitent maintenir des relations étroites avec la Russie car, seule cette dernière, possède les ressources énergétiques, l'infrastructure industrielle et la puissance militaire nécessaire.

3.3 Les accords et traités : une intégration à plusieurs niveaux .

En novembre 1993, l'adoption par la Russie d'une nouvelle doctrine militaire marque le début d'une certaine intégration dans la coopération militaire de la CEI. La base actuelle de cette coopération militaire au sein de la CEI reste le traité de Tachkent, mais on est loin des objectifs prévus car le financement repose essentiellement sur la Russie et la participation des autres pays membres à l'état-major unifié n'est que très formelle. Les dirigeants des diverses républiques ne sont pas disposés à partager des informations concernant leurs armées respectives. Cependant, en matière de défense, de nombreux accords ont été signés depuis la création de la CEI :

- Commandement unique des forces stratégiques signé à Minsk le 30 décembre 1991 donne à la Russie le contrôle et le pouvoir de décision de recours à l'arme nucléaire ;
- Création de forces collectives de maintien de la paix (à Kiev le 20 mars 1992 mais l'Ukraine fait des réserves) ;
- Traité de sécurité collective signé à Tachkent le 15 mai 1992 entre la Russie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ;
- Convention de défense commune (à Moscou le 19 juillet 1994 entre tous les États, mais refus de participer au maintien de la paix en Abkhazie, à l'exclusion du Tadjikistan) ;
- En 1994, elle réussit à imposer cette vue à l'Arménie, à la Géorgie, au Tadjikistan et au Kirghizistan ;
- En avril 1994, l'ensemble des Républiques de la CEI se rallie à cette volonté d'intégration avec la constitution d'une union militaire qui mène, à partir de cette date, des opérations conjointes de maintien de la paix ;
- Traité sur la défense commune des frontières de la CEI (à Minsk le 26 mai 1995, concerne 7 États sur 12).

Outre ses intérêts géostratégiques sur le territoire de l'ancienne Union Soviétique, la Russie aurait aimé que la CEI puisse devenir un ensemble géopolitique affirmant une seule ligne politique en matière de relations extérieures, ligne évidemment tracée par elle. A l'origine, les membres de la CEI s'étaient révélés incapables de s'entendre sur des questions d'ordre international aussi cruciales que le contrôle des armes nucléaires.

C'est ainsi qu'en décembre 1991, les quatre États nucléaires de la Communauté, à savoir la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine, ont accepté de partager le contrôle de ces armes et des forces qui la mettent en oeuvre. Le règlement de la question nucléaire s'est effectué en plusieurs temps. A la suite de la conférence d'Alma-Ata de décembre 1991 et de la signature du protocole pour l'application du traité START I de mai 1992, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan sont devenues des puissances non nucléaires et ont adhéré au traité de non-prolifération (TNP). Les armes tactiques ont été expédiées en Russie en 1992 et les armes stratégiques devraient avoir été toutes transférées aujourd'hui.

3.4 Les conflits dans le Caucase.

Alors que l'Asie centrale a toujours été considérée par les Russes comme une colonie, le Caucase fait l'objet d'appréciations d'un autre ordre. Bakou est russe depuis 1828 et la présence culturelle russe en Perse pendant tout le XIX^e siècle a été considérable. Les Soviétiques ont pénétré au Nord de l'Iran en 1941.

Sur un espace de 186 100 Km², que se partagent quatre États, la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Fédération de Russie¹⁹, plus d'une centaine de langues²⁰ (pour seulement 21 millions d'habitants) et les croyances les plus diverses se côtoient. Seuls, les peuples du Nord-Caucase, ont ensemble écrit le passé résistant de la « Confédération des peuples montagnards ».

Aujourd'hui, ces nations réclament leur indépendance car les Russes, puis les Soviétiques, ont cassé les ensembles nationaux qu'ils ont réunis autrement en appliquant le concept : diviser pour mieux régner.

A l'évidence, un tel « patchwork » interdit toute existence autonome car il engendre d'in vraisemblables questions de suffisance alimentaire ou industrielle. Ainsi, en Géorgie, on trouve les industries d'aviation et de transport ferroviaire. En Arménie, on trouve la construction automobile et la métallurgie, et en Azerbaïdjan, l'industrie pétrochimique, la prospection et l'exploitation pétrolière. Cette organisation de « marché commun » est devenue totalement inefficace depuis que la région est en crise et que les frontières ont été fermées.

¹⁹ Karabardie-Balkarie, l'Ossétie du Nord, l'Ingouchie, la Tchétchénie, le Daghestan, la Kalmoukie, le Karatchaïo-Tcherkessie et l'Adyghées.

²⁰ 135 langues.

Cet héritage, combiné aux ingérences régionales russes, iranienne, turque et aux enjeux économiques pour l'acheminement du pétrole provoque trois types de conflits : nationaux, ethniques et frontaliers.

Le conflit Arméno-Azéris trouve ses sources dans le découpage soviétique des frontières²¹. En 1993, l'enclave arménienne du Haut-Karabakh a justifié aux yeux d'Erévan, l'invasion (soutenue par Moscou et Téhéran) de la république autonome et des territoires azéris qui y mènent. Au bilan, 20% de l'Azerbaïdjan est occupé et un million d'Azéris, chassés par la guerre, se sont alors réfugiés à Bakou, au péril de l'équilibre social. Cette situation est d'autant plus inacceptable par l'Azerbaïdjan, que l'Arménie, refuse toute autonomie à ses propres enclaves, très majoritairement peuplés d'Azéris du Zanguezour et du Karagoyoun.

La guerre en Tchétchénie²² entre les sécessionnistes et le pouvoir de Moscou se poursuit aujourd'hui sous la forme d'enlèvements sanglants, parfois commandités par les Russes, ou du fait de brigands Tchétchènes désœuvrés. La même tendance apparaît dans les Républiques voisines associées à la Fédération de Russie, pour des raisons parfois politiques, parfois purement criminelles.

La Géorgie, quant à elle, souffre de deux conflits ethniques : la guerre en Abkhazie²³ et celle en Ossétie²⁴. Malgré un certain répit, ces brutalités pilotées par Moscou avec l'aide de mercenaires Tchétchènes (ce qui peut paraître paradoxale car ces soldats sont aussi les ennemis de la Russie), traduisent le retour de la logique « impériale russe » de l'étranger proche. Ils parviennent ainsi à déstabiliser suffisamment les Géorgiens, pour leur imposer la présence de militaires russes, prix de la « pax Russica ».

Les puissances régionales (Turquie, Iran) ont dans le fond des logiques semblables. Il s'agit de retrouver une influence suffisante pour exercer un contrôle et obtenir des bénéfices politiques ou économiques :

- Les Turcs soutiennent les peuples Turco-Tatars sunnites de l'Orient. Leur approche est essentiellement diplomatique au Caucase, et au « Kurdistan ». Souhaitent-ils y créer un état Kurde réunifié empiétant sur l'Irak et inféodé à la Turquie ?

²¹ Territoire rattaché par Staline à l'Azerbaïdjan a été (entre 1990 et 1994) le théâtre d'une guerre qui a fait 20 000 morts.

²² C'est le plus sanglant conflit de l'ex-URSS : 40 000 à 100 000 morts (entre 1993 et 1996).

²³ Composée d'une mosaïque de peuples-les abkhazes, musulmans, ne représentent que 20% de la population-, la « riviera soviétique demande son indépendance vis-à-vis de Tbilissi en 1992. Aidés et armés par les russes, les abkhazes exigent leur autonomie, ce que les nationalistes géorgiens au pouvoir refusent. La guerre fait 7 000 victimes et provoque l'exil de 200 000 géorgiens. Il y a un an les belligérants se sont mis d'accord pour régler leur différent par les urnes d'ici à quelques années, sous l'oeil de la Russie, qui dispose de 3 000 soldats à Soukhoumi.

²⁴ Dans la foulée de l'indépendance géorgienne, en 1991, cette région, peuplée en majorité de chrétiens, descendants des Alains et des Scythes de l'Antiquité, demande son rattachement à la Russie. La Géorgie refuse. C'est l'escalade : la guerre coûte la vie à 1 000 personnes et 100 000 ossètes se réfugient au Nord. Malgré le cessez-le-feu, la région reste instable.

-Les Iraniens s'opposent aux Kurdes, s'intéressent au pétrole de la Caspienne, soutiennent les Chiites mais s'opposent à la vision du « Grand-Azərbayjan » du président E. Elçibey et donc soutiennent les Arméniens ! Malgré la présence du nouveau président Azéri Aliev, l'axe Moscou, Erévan, Téhéran se développe dans tous les domaines, y compris militaire.

-Quant aux russes, ils poursuivent plusieurs buts. Tout d'abord, ils souhaitent réaliser leur éternel rêve expansionniste impérial. Ensuite, ils trouvent leur intérêt dans le stationnement de troupes à l'étranger, pour exploiter les accords du traité sur les Forces Conventionnelles en Europe (FCE), dans les zones de flanc, et ainsi dépasser les quotas qui leur seraient normalement alloués. Enfin, ils cherchent à contrôler les champs pétrolifères sur la Caspienne.

Dans cette zone, la dynamique stratégique repose sur les enjeux pétroliers et l'acheminement des hydrocarbures. La question du partage des ressources et le principe de l'intangibilité des frontières y est primordial. La mer Caspienne²⁵ renfermerait 14 Mds de tonnes de pétrole, de qualité semblable à celui de la mer du Nord. Les premiers accords d'exploitation ont été signés en septembre 1994 entre l'Azerbaïdjan et des compagnies américaines. Depuis, trois autres consortiums ont été constitués. Mais, l'enjeu le plus important, est celui de l'acheminement de ce pétrole.

Ainsi, deux projets de routes se heurtent au veto soit des investisseurs américains qui refusent l'acheminement via l'Iran, soit des Azéris qui refusent l'acheminement via l'Arménie. Deux autres solutions sont envisagées :

-La voie Nord de l'ancien viaduc reliant Novorossiisk qui satisfait les Russes, mais pas les Azéris en quête d'autonomie et dont le pétrole est régulièrement pillé par Moscou au profit des États de la CEI (dont l'Arménie, l'ennemi de l'Azerbaïdjan !). De plus, pour des raisons de sécurité dans le détroit de Constantinople, les Turcs souhaitent une alternative au trafic maritime de la mer Noire.

-La route Sud qui déboucherait à Ceyhan en Turquie est raisonnablement coûteuse. Elle aurait le mérite de partager le « gâteau » entre Géorgiens, et Turcs. L'Europe évitant par la même, une trop grande dépendance à l'égard des Russes. Mais le PKK, parti des indépendantistes Kurdes, a déjà annoncé son intention de saboter l'oléoduc avec l'aide des Arméniens (et des Russes) alliés des Kurdes, qui leur fournissent des armes et du matériel.

Dans cet imbroglio, les compagnies américaines doivent patienter avant de commencer à s'enrichir et à accroître, dans cette région, l'influence américaine. Les *Majors* font contrepoids aux velléités des acteurs régionaux et

²⁵ Il aura fallu des années pour établir le statut juridique de cette mer, qui n'est donc pas un lac comme le prétendait les russes.

recherchent avant tout un retour au calme qui leur permettrait d'exploiter les gisements pétroliers. Il convient en effet, de noter que pour les USA, la région devient l'une de ses zones d'influence.

Ainsi, le Caucase représente un enjeu considérable et pose des questions difficiles à résoudre. Le « soutien » des USA pour l'exploitation de ses richesses constitue un facteur d'équilibre dans cette région du monde. Il est d'ailleurs paradoxal de voir que seules les multinationales américaines constituent un facteur de stabilité en rassemblant contre elles-mêmes les « patriotiques » républiques autonomes de la Fédération de Russie.

3.5 Les conflits en Asie centrale.

Cinq anciennes républiques soviétiques se partagent cet espace de quatre millions de kilomètre carrés, peuplé de 53 millions d'habitants, qu'est l'Asie centrale : Le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Si le Caucase fait l'objet de toutes les attentions russes, l'Asie centrale n'a souvent été qu'une zone tampon, source d'ennuis car d'une hétérogénéité extraordinaire. Le vide géopolitique laissé après la dissolution de l'URSS n'a pas été exploité par la Turquie, qui n'en a pas les moyens. Seuls les Azéris sont proches des Turques. Le panturquisme du Turkménistan s'est estompé en 1993.

En 1993, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont déstabilisés. Les Russes estiment alors que les Américains ont rompu le *statu quo* en recréant un axe Turquie, Iran, Afghanistan et Pakistan. Le syndrome de l'encerclement resurgit et pour le briser, les Russes livrent du matériel à l'Iran (centrales nucléaires) et à l'Inde. Ainsi, l'Afghanistan se trouve au centre de sept pays qui se haïssent mutuellement. Préalablement aux années de guerre qui ont suivi la crise de 1979 où les soviétiques avaient été appelés à l'aide par le gouvernement (suppression du second parti communiste "égaré"), le pays se trouvait à un stade féodal et moyenâgeux car les communistes afghans n'avaient pas pu rompre les bases tribales. Contrairement à ce qui est généralement avancé, les opérations soviétiques en Afghanistan ne procédaient pas d'une tentative d'extension vers les mers chaudes de la part de la Russie, mais plutôt d'une anticipation d'une intervention américaine présumée imminente. L'importance et la rapidité des déploiements d'armes lourdes et d'artillerie anti-aérienne, qui se sont révélées contre-productives contre les Afghans, ont montré que l'ennemi attendu était occidental. Le commandant Massoud est proche des Ouzbeks et des Tadjiks ainsi que de Moscou. *A priori*, les Talibans proches des Pachtounes et des Pakistanais ont commis l'erreur de s'emparer de Kaboul, car ils étaient mieux adaptés aux combats dans les montagnes et dans les campagnes. A ce jour, les positions des Talibans ne menacent pas encore la production de drogue (pavot et chanvre indien) ; toute action dans ce sens provoquerait la mise en action d'une coalition des producteurs, trafiquants, potentats locaux et fonctionnaires corrompus très vigilants. L'avenir semble donc passer par une partition du pays afghan, avec d'un côté, les intérêts iraniens, ouzbeks et russes, de l'autre, ceux des Pakistanais.

Le refus de toute structure de coopération rigide est symptomatique de la volonté d'indépendance de la plupart des États d'Asie-centrale, qui tous favorisent le développement de relations bilatérales (Kazakhstan-Russie, Ouzbékistan-USA). Chacun des pays définit ses propres axes prioritaires, sachant que le Tadjikistan et le Kirghizstan n'ont pas de stratégie régionale, mais un simple problème de survie. Pour les autres, les grandes lignes stratégiques apparentes sont donc :

- maintenir les distances entre Moscou et l'Asie centrale, mais cela entraîne des tensions ethniques au Kazakhstan, qui tenterait de conserver des liens privilégiés avec la Russie ;
- développer un enracinement des identités nationales au détriment des réalignements ethniques ;
- contenir l'influence américaine croissante dans les pays disposant de réserves pétrolières ou gazières (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Kazakhstan, Turkménistan) ;
- établir un *modus vivendi* entre Russes et Américains, tant que ces derniers, par hostilité à l'Iran, soutiendront les projets d'évacuation du pétrole vers le Nord.

Enfin, rappelons que la priorité américaine dans la zone est d'exploiter le pétrole et mettre sur pied le *containment* de l'Iran, d'où un encouragement à un axe Doustom-Taliban en Afghanistan. Finalement, cette situation convient à la Russie qui peut ainsi maintenir à peu de frais son statut de débouché obligatoire pour les pays du Sud. Mais un changement dans les relations États-Unis/Iran changerait considérablement la donne pour les républiques d'Asie-centrale, leur permettant de tourner le dos à la Russie. La question serait alors : quelle nouvelle frontière au Sud de la Fédération de Russie, sachant que les frontières récentes ne correspondent, ni à des frontières géographiques, ni à des frontières ethniques?

4. CONCLUSION.

Au bilan de cette analyse, il apparaît que depuis la fin de la bipolarisation du monde et en l'absence de menace réelle, la stratégie générale de la Russie consiste seulement à conserver son emprise sur l'ancien bloc soviétique.

Cette stratégie d'arrière garde, destinée en fait à recréer un glacis protecteur autour de la Russie, ne correspond pas à une vision moderne du monde. Par ailleurs, ce processus de reconstruction de l'ex-Empire soviétique nuit profondément au développement de la Russie en multipliant les dépendances des États de la CEI à son égard.

A terme, la Russie devrait plutôt faire porter ses efforts sur sa propre restructuration interne. Mais faut-il le rappeler, les Russes ne partagent pas les mêmes valeurs que les européens occidentaux. Leur principal handicap vient de leur manque de cohésion interne résultant de l'inachèvement de l'État. Par ailleurs, il n'y a pas d'identité nationale russe et il n'y a pas de définition précise de l'intérêt national. Le seul élément d'unification clairement identifié réside dans la force de réaction face à une agression ou une influence étrangère (cf. omniprésence des États-Unis en mer Caspienne qui gèle par ailleurs les relations avec l'OTAN) ou face aux incompréhensions de part et d'autre (Russie/États-Unis).

De plus, depuis sa création, la Russie éprouve beaucoup de difficultés à s'affirmer en tant qu'ensemble spécifique et autonome par rapport à toutes les républiques qui la composent et il lui faut tenir compte en permanence des affrontements entre intégrationnistes et indépendantistes. En conséquence, **la première ligne d'action** à mettre en oeuvre devrait être de définir et **de réaliser un projet de reconstruction interne** avant de penser à réaliser un projet pour la CEI.

Cependant, on constate aujourd'hui qu'il existe, au sein de la CEI, des amorces d'intégration avec la Russie de la part des anciennes Républiques soviétiques qui ne veulent cependant pas renoncer à leur indépendance politique.

Jusqu'en 1994 on a assisté à un interventionnisme russe, qui s'est soldé par un échec. Ensuite, vu son manque de moyens et ses problèmes de restructuration interne, la Russie s'est repliée sur elle-même et a adopté une position plus dure vis-à-vis des États membres de la CEI, en supprimant la zone « rouble » et espérant ainsi forcer les autres États à revenir vers elle, à ses conditions. Ce fut un nouvel échec. En toute logique, **la deuxième ligne d'action** devrait consister à **faire évoluer la CEI en une Communauté des États Intégrés** en s'inspirant de la construction de l'UE.

Au XXI^{ème} siècle, la sécurité en Europe dépendra avant tout de la stabilité de la Russie. Mais celle-ci, ne pourra être acquise que par la volonté

des États-Unis qui semblent bien avoir verrouillé le jeu politique, économique et militaire sur l'ensemble du globe.

Dans ce contexte, la Russie cherche avant tout à se déterminer par rapport aux États-Unis qui sont les seuls à pouvoir l'aider à restaurer son autorité et à valider son *leadership* dans sa zone d'influence.

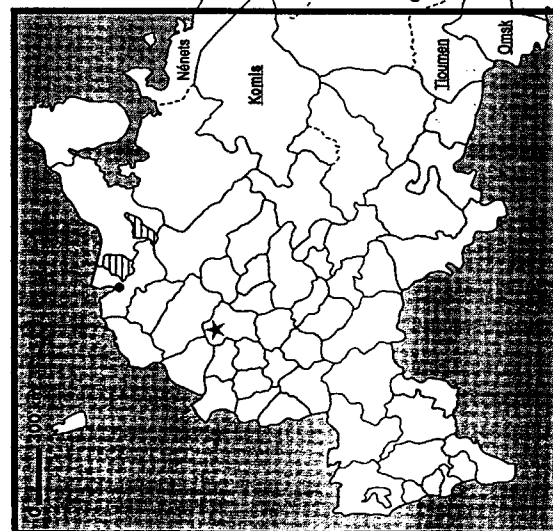
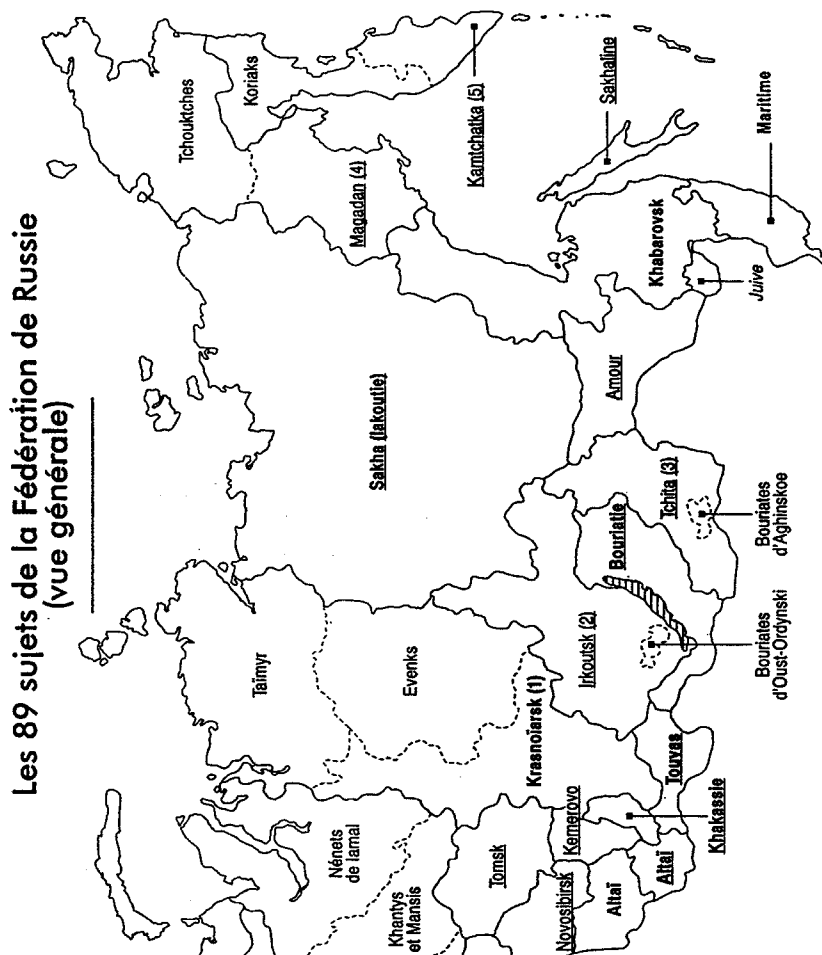
Depuis 1993, la puissance de la Russie s'appuie sur une doctrine militaire fondée sur la dissuasion nucléaire, aujourd'hui reconnue officiellement. **Sa troisième ligne d'action** devrait consister, à l'abri de ce « parapluie », à **restructurer ses armées, à revaloriser ses forces conventionnelles et à développer sa capacité de projection** en fonction des contraintes associées au traité FCE.

Pour le XXI^{ème} siècle, la stratégie générale de la Russie, articulée autour des domaines politique, économique et militaire, pourrait donc être développée sur le thème de la construction d'un véritable État-nation qui disposerait des capacités à préparer l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

- Charles Urjewicz : *De l'URSS à la CEI, le début de la fin en Russie*, Paris, Hérodote, 1992.
- Hervé Coutau-Bégarie : *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 1999.
- Jacques Sapir : *Les implications stratégiques de la décomposition de l'URSS*, Paris, Hérodote, 1998.
- Jean Radvanyi : *Et si la Russie, à son tour, éclatait*, Paris, Hérodote, 1992.
- Jean-Christophe Romer : *La pensée stratégique russe au XX^{ème} siècle*, Paris, Economica, 1997.
- Observatoire de l'URSS et de la CEI : *La fin d'un Empire*, Paris, La Documentation Française, 1992.
- Olivier Roy : *Les évolutions de l'Asie centrale*, Paris, Hérodote, 1998.
- Paul-Marie de la Gorce : *L'OTAN aux portes de la Russie*, Paris, Le Monde Diplomatique, juillet 1997.
- Philippe Moreau-Desfarges : *La Russie, un Etat comme les autres?* Nancy, Revue de la Défense Nationale, août-septembre 1996.
- Renata Lesnik et Hélène Blanc : *L'Empire de toutes les mafias*, Editions Presses de la Cité, 1996.
- Roberte Berton-Hogge et Marie-Agnès Crosnier : *Les pays de la CEI*, Paris, Les études de la documentation française, 1997.
- Stéphane Yerasimos : *Des histoires de tuyaux de pétrole*, Paris, Hérodote, 1997.
- Thérèse Delpèch : *La guerre parfaite*, Paris, Flammarion, 1998.
- Thierry Zarcone : *L'Islam d'Asie centrale et le monde musulman, restructurations et interférences*, Paris, Hérodote, 1995.
- Virginie Coulloudon et Jean-Christophe Peuch : *La Russie et la CEI*, 1998.
- Yves Lacoste : *Réflexion sur les causes d'un incendie au versant Nord du Caucase*, Paris, Hérodote, 1996

annexe 2



- (1) comprend les districts autonomes de Taimyr et des Evenks
- (2) comprend le district autonome des Bouriates d'Oust-Orydynski
- (3) comprend le district national des Bouriates d'Aghinskoe
- (4) comprend le district autonome des Tchoukotchkes
- (5) comprend le district autonome des Koriaks

Les 89 sujets de la Fédération de Russie (vue générale)